

Madame la présidente,

Nous voici réunis pour le premier CSA de l'année 2025, en préambule, nous ne pouvons passer sous silence les dernières annonces de M. Darmanin, ministre de la Justice.

Notre ministre ne peut se contenter de prendre son nouveau poste en gardant son ancien rôle de ministre de l'intérieur. Les annonces faites à l'ENAP nous laissent un goût amer et entendent poursuivre une transformation de notre administration en une administration dédiée entièrement à la sécurité et à la garde. Notre ministre parle des deux jambes de l'administration pénitentiaire mais cela fait bien longtemps que la deuxième jambe, celle de l'insertion et de la probation sert de faire-valoir et de bonne conscience.

Nous sommes lucides qu'il s'agit d'effets d'annonces excepté le retour au QHS des années 70 pour les 100 plus « gros narcotrafiquants » du pays. Cependant, M. Darmanin, en cette période d'austérité, va devoir trouver des moyens financiers et humains alors qu'il sait pertinemment que nous en manquons cruellement (comme dans toute la fonction publique d'ailleurs) nous privant ainsi d'exercer nos missions correctement.

Autre point litigieux, la prestation de serment que la DAP impose, de force, à l'ensemble de ses personnels la liant au code de déontologie. Est-ce que cela signifie que les agents travaillant depuis de nombreuses années, sans avoir prêté serment, n'ont pas effectué leur mission de service public dans le respect du statut du fonctionnaire ?

Concernant le CSA de ce jour et les points à l'ordre du jour, nous sommes satisfaits que le SPIP16 se mette à jour sur la charte des temps et le télétravail. Il n'est jamais trop tard pour bien faire. Vous pouvez compter sur la CGTIP pour porter la parole des agents et faire appliquer les textes.

Sur la déclinaison locale du plan national de lutte contre les violences, ce document qui ne doit pas dater de votre arrivée, ne nous avait pas été présenté auparavant. A notre connaissance, aucune des actions retenues n'a été mise en place. Encore une fois, cela démontre l'absence de prise en compte de ce type de violences et la réelle volonté d'y remédier. Il nous apparaît présomptueux de travailler sur la déclinaison locale en deux heures.

Enfin, si votre arrivée coïncide avec une amélioration de l'ambiance au sein du SPIP 16, nous n'oublions pas qu'une demande d'intervention de la psychologue du travail du DRHAS Sud-Ouest est en cours et nous vous solliciterons régulièrement pour connaître l'avancée de cette demande.

Madame la présidente, nous savons que ce service a besoin d'un cadre bienveillant pour continuer à fonctionner mais aussi d'un travail collaboratif entre direction et agents pour avancer sereinement.

La CGT IP sera là pour porter la parole de l'ensemble des agents de ce service et pour mener tous les combats nécessaires à la sauvegarde de notre identité professionnelle.